

Affaire Cahuzac : le pouvoir serre les rangs

06 décembre 2012 | Par [Stéphane Alliès](#) et [Lénaïq Bredoux](#)

Lire aussi

- [Le ministre n'est pas « impressionné » mais sa défense prend l'eau](#)
- [Le compte suisse du ministre du budget Jérôme Cahuzac](#)
- [Cahuzac: l'aveu enregistré](#)
- [Cahuzac: c'est quoi une communication de crise](#)

Il a très vite pris la lumière. À peine arrivé au gouvernement, Jérôme Cahuzac est devenu un des chouchous de son camp, brillant à l'Assemblée par son aisance et sa maîtrise des dossiers. Au point de devenir un atout précieux du président de la République et du gouvernement, qui a manifesté mercredi sa « *solidarité* ». Mais le ministre du Budget est aujourd'hui fragilisé [après la révélation par Mediapart](#) qu'il a détenu pendant de longues années un compte bancaire non déclaré à l'Union des banques suisses (UBS) de Genève.

Jérôme Cahuzac, conseillé par Stéphane Fouks, le patron de l'agence de communication Havas Worldwide (anciennement EuroRCSG), s'en est aussitôt défendu, publiant mardi un communiqué particulièrement virulent, évoquant des « *affirmations délirantes* » et incitant les médias « *à ne pas reprendre des propos diffamatoires portant gravement atteinte à (s)on honneur* », avant de menacer de poursuivre ([y compris sur Twitter](#)) « *tous ceux qui colporteraient ces élucubrations* ». Des propos qu'il a confirmés mercredi sur RTL, avant de les tenir au micro de l'Assemblée nationale lors des questions au gouvernement.

Interrogé le soir sur France 2, Jean-Marc Ayrault lui a apporté son soutien. « *Il ne s'est pas exprimé n'importe où aujourd'hui, il s'est exprimé dans l'enceinte de l'Assemblée nationale et il a déclaré que toutes ces allégations étaient infondées* », a déclaré le premier ministre, avant d'indiquer ce jeudi matin sur RTL à propos de nos nouvelles révélations : « *Je n'ai pas eu le temps d'observer cela, mais je fais toute confiance à Jérôme Cahuzac.* »

Pour l'heure, la guerre de communication est enclenchée. Le parti socialiste a publié un communiqué virulent, signé Harlem Désir et Karine Berger qui, sans citer Mediapart, dénonce des « *attaques inacceptables* » ; quelques députés de la majorité ont publiquement dénoncé nos informations, notamment Razzy Hammadi, proche de Benoît Hamon, qui [parle de](#) « *honte* », quand un autre a glissé à une de nos collègues, en riant mais avec insistance : « *Vous, c'est fini, on vous parle plus ! On va vous couler dans l'acide !* » Mais plusieurs sources au PS avouent leur embarras, se rappelant leurs communiqués au moment des affaires Woerth ou Karachi et leur défense de la liberté de la presse.

« *Si vous avez raison, ce que je crains, il va sauter* », dit un conseiller ministériel. À l'Élysée, on nous explique : « *Soit Cahuzac ment, soit il dit la vérité. On ne peut pas imaginer qu'il ait menti au président de la République, au premier ministre et aux députés. L'Élysée s'en tient à ce que lui a dit le ministre. C'est une affaire qui, pour l'instant, n'en est pas une.* » Jérôme Cahuzac, lui, se dit « *serein* ». Dans un communiqué publié dans la nuit de mercredi et jeudi, il explique : « *Aucun des prétendus éléments matériels dont Mediapart croit disposer ne sont convaincants, ne m'impressionnent ni ne peuvent ébranler ma détermination à poursuivre mon action.* » « *L'homme est assez acharné. Cela va cogner* », nous avait prévenu un cadre socialiste. Un avertissement à l'image du ministre, apprécié au PS mais réputé pour son caractère entier voire colérique.

« *C'est un personnage biface. Il est à la fois très sensible et en même temps très déterminé, autoritaire, brutal peut-être parfois* », a expliqué mercredi son ami Jean Glavany au [JDD](#). « *Il est très cassant, genre "moi je sais"* », témoigne un sénateur qui l'a vu à la manœuvre. « *Il parle parfois de très haut. C'est très violent* », abonde une élue socialiste. Sans compter les accusations de misogynie ([voir notre article](#), et ce portrait du [Figaro](#)), les témoignages de ce type font de Cahuzac un des personnages à la fois les plus admirés et les plus détestés du gouvernement.

Admiré et parfois détesté dans son camp

Lors de la préparation du budget, puis du vote qui s'ensuit, le ministre délégué a impressionné ses collègues par sa maîtrise des dossiers. Lors des questions au gouvernement, il a souvent fait preuve de brio pour répondre à l'offensive de la droite. Mardi encore, il a lancé à un député d'opposition, suscitant l'hilarité de son camp : « *Lorsque l'on taxe le lait, il est rare que ce soit les vaches qui le paient.* » Même la droite en convient et depuis mardi, plusieurs figures de l'UMP ont témoigné de leur estime pour l'ancien député du Lot-et-Garonne.

« *Dans cet ensemble gouvernemental tellement amateur et chaotique, il est un des rares ministres dont on peut dire d'une manière unanime qu'il connaît vraiment bien les sujets dont il parle. Même si nous avons des désaccords très profonds sur la politique qu'il conduit, budgétaire et fiscale, chacun s'accorde à dire que c'est un ministre doté, dans son domaine de compétence, d'une réelle solidité* », a par exemple insisté mercredi le président proclamé de l'UMP, Jean-François Copé.

Mais Cahuzac s'est aussi construit de solides inimitiés. [Comme l'ont rapporté Les Échos](#), les discussions budgétaires ont bloqué avec six ministres du gouvernement. Et avec au moins deux d'entre eux, les échanges ont été particulièrement virulents : la ministre du logement Cécile Duflot a ainsi pesté contre ce « *misogyne prétentieux* » et le ministre du travail Michel Sapin, dont les relations avec Cahuzac étaient déjà parfois tendues pendant la campagne, a fini par exclure les collaborateurs présents pour avoir une explication franche : « *Il y a des choses que l'on n'a pas envie de dire devant l'ancien*

conseiller budgétaire de Fillon », [dit-il alors au *Nouvel Observateur*](#), en visant le directeur du Budget, Julien Dubertret. Un collaborateur nommé sous Sarkozy, aujourd'hui conseiller de Cahuzac.

À sa décharge, le Budget est un des postes les plus exposés du gouvernement, où il est aisé de se faire détester par les autres ministres désireux de préserver leurs crédits et leur administration. Il l'est encore plus en période de rigueur, et avec un ministre qui revendique la politique d'austérité du chef de l'État avec fougue. À l'une de ses collègues qui lui rappelait les 60 propositions de François Hollande pour gagner quelques milliards de plus, Cahuzac n'a pas hésité à répondre en levant les yeux au ciel. Déjà, durant la campagne où il était en charge des questions budgétaires et fiscales pour le candidat Hollande, il défendait mordicus la maîtrise des dépenses publiques, quitte à se fâcher avec certains de ses camarades.

[C'est lui qui, en janvier 2012, avait le premier](#) (et à raison, malgré les démentis ambigus de l'époque) expliqué que les 60 000 postes promis dans l'éducation nationale proviendraient d'un redéploiement au sein de la fonction publique et non d'une création nette. Il a aussi longtemps été réticent à la promesse faite (sans le consulter, [voir la vidéo ci-dessus](#)) d'une taxation à 75 % pour les plus hauts revenus. Il n'hésitait pas critiquer vertement ses camarades qui pendant la campagne [appelaient à l'annulation de la dette de la Grèce](#), et insistait sur les nécessaires efforts auxquels devaient se soumettre les Grecs. C'est lui aussi qui avait eu des mots très durs à [l'endroit de Mélenchon](#) et de ses électeurs, se disant « *peut-être* » plus proche de Bayrou. « *À chaque fois qu'il l'ouvre, c'est pour dire une connerie !* » s'était alors exclamé Martine Aubry s'adressant à l'un de ses proches, quand Michel Sapin jugeait « *inappropriées* » ses attaques contre le Front de gauche. Mais bien souvent, c'est la ligne Cahuzac qui l'a emporté auprès de Hollande.

Politiquement, l'actuel ministre du Budget a d'ailleurs toujours été sur la même ligne, proche des cercles où gravitait aussi François Hollande, mais sans jamais appartenir à ses partisans. Rocardien, puis jospiniste avant de soutenir Dominique Strauss-Kahn, puis de rallier François Hollande, il a toujours revendiqué l'appartenance à une gauche "réaliste". Précisément la ligne défendue aujourd'hui par l'Élysée et Matignon.

« Je ne crois ni au grand soir ni à la grande réforme »

Militant socialiste depuis 1977 et adoubé par le constitutionnaliste Guy Carcassonne, il devient un des compagnons de route de Michel Rocard, jusqu'à intégrer le cabinet du ministre de la santé Claude Évin où il œuvre notamment à la loi sur le tabac et l'alcool. Cahuzac vit ensuite une première traversée du désert après la démission de Matignon de l'homme de la deuxième gauche. Ce chirurgien de formation crée alors avec sa femme (avec laquelle il est aujourd'hui en instance de divorce) une clinique de chirurgie esthétique. Il revient à la politique en 1997 en se faisant élire député du Lot-et-Garonne. Jouant au tennis avec Lionel Jospin, cet accro à l'effort physique (« *une "erreur statistique", lâche l'ascète lorsqu'il croise trop d'embonpoint* », écrit *Le Nouvel Obs*) va conseiller le premier ministre candidat à la présidentielle de 2002 sur les questions de santé. Avant d'être battu lors des législatives de 2002.

De retour à l'Assemblée en 2007, c'est en spécialiste des questions budgétaires que s'impose ce fils d'un ingénieur de l'armement mendésiste et d'une professeure d'anglais de classe préparatoire à Henri IV. En septembre dernier, celui qui est assujéti à l'ISF dit [à Libération](#) : « *Je n'ai jamais été marxiste et ne crois ni au grand soir ni à la grande réforme. C'est ma conscience qui m'a dicté mes choix.* »



Jérôme Cahuzac et François Hollande © Retors.

Mais s'il est le grand ordonnateur de la rigueur de gauche, Jérôme Cahuzac ne peut être résumé au "droitier" du gouvernement Ayrault. À son poste de président de la commission des finances, l'homme n'est pas avare de coups en direction de la droite. Il est un des pourfendeurs les plus acharnés du "bouclier fiscal" de Nicolas Sarkozy, dénonçant sans relâche une réforme socialement « *injuste* », et adversaire déclaré de la fraude fiscale. Il est aussi un de ceux qui a le plus vivement dénoncé les choix de l'ancienne ministre de l'économie Christine Lagarde dans l'arbitrage concernant Bernard Tapie. Au point que [Le Figaro](#) écrivait fin septembre que « *certaines le croient outrageusement partisan, le dépeignent comme une espèce de "Grand Inquisiteur" qui, chaque fois que Mediapart sortait une affaire, demandait immédiatement le dossier fiscal des personnalités concernées* ».

Pendant l'affaire Bettencourt, Cahuzac est la cible de la droite [qui l'accuse d'être « partisan »](#). Mais ainsi que le note [L'Express](#), il prend le contre-pied d'Arnaud Montebourg et d'Eva Joly, alors seuls à gauche à réclamer la démission d'Éric Woerth. Le 20 juin 2010, sur Radio J, il lâche ainsi : « *Il n'y a ni affaire Woerth ni affaire Bettencourt* », estimant que le ministre est « *un honnête homme* ». Ce même Éric Woerth qui est le premier à le soutenir ce mardi, quand sont publiées les révélations de Mediapart. Ce même Éric Woerth qui bénéficiera de l'indulgence d'un rapport commandé dès son entrée en fonction par Jérôme Cahuzac à un universitaire palois, à propos de la vente de l'hippodrome de Compiègne ([lire notre article](#)).